



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département
de
L'ESSONNE
Arrondissement
de
PALAISEAU

COMMUNE DE VILLEJUST

ARRÊTÉ N° 2026-074

Portant sur l'autorisation donnée à l'entreprise Bâtiment Industrie Réseaux
de procéder à des travaux de renouvellement de réseau d'eau potable
sur une partie de la route de Nozay

Le Maire de la commune de VILLEJUST,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-2 et L2213-3 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de circulation,

VU le Code de la Route fixant et notamment l'article R-225 fixant les pouvoirs des Maires quant à la police des voies communales,

VU le Code Pénal et notamment l'article 610-5,

CONSIDERANT la demande par laquelle l'entreprise Bâtiment Industrie Réseaux demeurant 38, rue Gay Lussac – 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE, demande l'autorisation d'effectuer des travaux de renouvellement de réseau d'eau potable sur une partie de la chaussée de la route de Nozay à partir du jeudi 28 juillet 2026 pour une durée de 8 semaines,

CONSIDERANT qu'afin de permettre le bon déroulement des dits travaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il convient de prendre les mesures nécessaires,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise Bâtiment Industrie Réseaux est autorisée à effectuer des travaux de renouvellement de réseau d'eau potable sur une partie de la chaussée de la route de Nozay à partir du jeudi 28 juillet 2026 pour une durée de 8 semaines.

ARTICLE 2 : Responsabilité : Le pétitionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la commune que vis-à-vis des tiers ou des usagers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de son installation. L'occupant est avisé qu'il doit se prémunir par des précautions adéquates et sous sa responsabilité technique des sujétions inhérentes à l'occupation du domaine public.

ARTICLE 3 : Réparation des dommages : Le pétitionnaire est tenu de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer au domaine public. Faute de satisfaire à cette prescription ainsi qu'à toute autres conditions imposées par le présent arrêté, il sera procédé à ses frais par les soins de l'administration à la réparation des dommages.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- l'entreprise Bâtiment Industrie Réseaux,
- la police municipale de Villejust,

Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Villejust, le 25 AOUT 2026

L'Adjoint au Maire, délégué à la voirie, aux
espaces publics et aux mobilités,



Joseph AFONSO

Affiché le : 25 AOUT 2026

Ampliations transmises le : 25 AOUT 2026